

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/27

G/SCM/W/34

13 juillet 1995

(95-1975)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR L'AUSTRALIE AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet 1995.

Au sujet de la notification de lois et réglementations que l'Australie a présentée au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT dans le document G/ADP/N/1/AUS/1-G/SCM/N/1/AUS/1, soumis au Comité des pratiques antidumping le 6 avril 1995, le Canada souhaite aborder les points suivants:

1. S'agissant de l'article 269TAC 8) (Valeur normale des marchandises) de la Loi douanière, les dispositions prévoyant, aux fins de la comparabilité des prix, des ajustements pour tenir compte des différences dans "les modalités ou circonstances de la vente" sont-elles censées couvrir des facteurs tels que les niveaux commerciaux, les quantités et les caractéristiques physiques, et les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix, comme le dispose l'article 2.4 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI?
2. L'Australie pourrait-elle préciser si les utilisateurs industriels ou les organisations de consommateurs seront autorisés à fournir des renseignements pertinents pendant une enquête, comme le prescrit l'article 6.12 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI?
3. Aux fins de la définition d'une "subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire", l'article 269TAAC 6) exclut une subvention dont le Ministre a la certitude qu'elle est visée aux alinéas a), b) ou c) de l'article 8.2 de l'Accord SMC. Lorsque le Ministre n'a pas la certitude qu'une subvention, dûment notifiée par un Membre comme ne donnant pas lieu à une action au titre de l'article 8.3 de l'Accord SMC, est une "subvention exclue", une enquête peut-elle être ouverte en ce qui concerne cette subvention, ou la loi australienne dispose-t-elle que les procédures énoncées à l'article 8.4 et 8.5 de l'Accord SMC doivent être invoquées pour qu'il soit établi que la subvention en question est, en fait, une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire?
4. L'Australie a-t-elle l'intention d'inclure dans sa législation des dispositions en vue de la mise en oeuvre des décisions des groupes spéciaux établis par l'ORD, et, si ce n'est pas le cas, sur quelle base juridique se fondera-t-elle pour adopter la décision d'un groupe spécial?